



PARTIE 5

CONCLUSION ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Conclusion et Perspectives d'Avenir

5.1 CONCLUSION

Les résultats de cette phase du PCI-Afrique servent à évaluer les positions relatives des pays au niveau régional et sont essentiels pour comparer les résultats économiques des pays participants et le bien-être potentiel de leurs populations respectives. Les PIB des pays peuvent ainsi être comparés en utilisant les PPA, de façon plus robuste qu'auparavant quand les taux de change étaient utilisés. En plus, le PCI-Afrique a permis de renforcer les compétences de la région.

Les résultats du PCI-Afrique constituent des inputs cruciaux dans les processus de gestion politique et de prise de décision aux niveaux national et international. En plus de l'utilité des données dans les comparaisons entre pays sur la base du PIB et de ses agrégats, les résultats sont également utiles pour mesurer la pauvreté (le seuil international de pauvreté d'un dollar EU, par jour mesuré en PPA), comparer les incidences régionales de pauvreté et analyser la pauvreté entre les pays. Ils peuvent aussi être utilisés pour l'analyse comparative des pays et de leurs avantages comparatifs, pour promouvoir les échanges entre les pays et l'intégration régionale et dans les décisions d'investissement et d'emplois de divers agents économiques.

Les mêmes pays, pour l'essentiel, déterminent la situation générale de l'Afrique en ce qui concerne les principaux indicateurs macroéconomiques. L'Afrique du Sud occupe le premier rang, suivie de l'Égypte, du Nigeria et du Maroc. Le tableau change considérablement lorsque la comparaison se fait sur la base des données par habitant, scénario dans lequel le Gabon, le Botswana, la Guinée équatoriale et Maurice, qui appartiennent au groupe des pays africains ayant la plus faible population, passent en tête de peloton, avec un PIB réel par habitant respectif de 12 748 \$EU (5763 AFRIC), 12 060 \$EU (5452 AFRIC), 12 000 \$EU (5425 AFRIC) et 10 157 \$EU (4592 AFRIC). Maurice a le niveau de vie le plus élevé, suivie de

l'Afrique du Sud, de la Tunisie, de l'Égypte et du Gabon. Les dépenses réelles de consommation finale (DRCF) dans ces pays sont deux à trois fois supérieures à la moyenne régionale. Les pays ayant les plus faibles niveaux de vie - République démocratique du Congo, Liberia, Zimbabwe et Guinée-Bissau - affichent des DRCF de moins d'un tiers de la moyenne régionale. En conséquence, ces pays enregistrent également les PIB réels par habitant les plus faibles, voire 264 \$EU pour la République démocratique du Congo, par exemple.

Bien que l'Afrique ait commencé à participer au programme de PCI en 1970, c'est la première fois qu'une institution africaine assure la gestion du programme et apporte un appui total aux 48 pays participants de la région. Cet appui a consisté à concevoir des instruments de relevé des prix pour la collecte des données sur les prix et des outils d'édition des données pour la validation des données aux niveaux national et régional, ainsi que la mise à la disposition des pays des ressources pour entreprendre la collecte des données sur les prix et les comptes nationaux. Le résultat final est que l'éventail potentiel des retombées de la participation au PCI-Afrique va au-delà de l'objectif spécifique pour lequel le PCI a été initialement lancé, à savoir faire les comparaisons inter-pays du PIB et de ses sous-agrégats. Le PCI-Afrique a contribué à améliorer les données de prix et des comptes nationaux, en harmonisant les concepts statistiques conformément aux normes internationales, et offert une large plate-forme intégrée pour le renforcement des capacités statistiques. Cette plate-forme devra être utilisée par tous les pays africains, le Groupe de la BAD et l'ensemble de ses partenaires au développement de la région, comme un cadre de référence pour l'harmonisation des statistiques des PIB et des prix, et la génération dans les délais voulus des indicateurs pertinents pour tous les pays africains.

Compte tenu de l'importance des données du PCI pour la gestion des politiques de développement, il est impératif que la Banque

et les pays africains soutiennent les activités du Programme au-delà du présent cycle. En particulier, il serait indispensable pour les pays d'intégrer les activités du PCI dans leurs activités régulières et de leur allouer les ressources nécessaires. Certains pays ont alloué des ressources pour les activités du PCI, et les Directeurs (généraux) des instituts nationaux de statistique ont pris l'engagement dans la Déclaration d'Accra de décembre 2007 d'intégrer les activités du PCI dans leurs activités statistiques courantes. La communauté internationale devrait, par ailleurs, veiller à ce que les efforts des pays soient convenablement soutenus en vue de maintenir la crédibilité du processus et des résultats.

Les interactions entre les statisticiens de la région à la faveur des réunions, des ateliers et des retraites ont énormément contribué à l'efficacité de la mise en œuvre du programme et aux effets de levier sur les programmes des instituts nationaux de statistiques. D'autre part, la synergie entre le PCI et l'IPC, et les retombées positives du premier programme cité sur le second devront être renforcées en vue d'établir des IPC harmonisées pour les pays membres des mêmes regroupements économiques ainsi que pour l'Afrique, dans son ensemble.

Le modèle de partenariat du PCI-Afrique dans le cadre duquel toutes les parties prenantes du développement statistique en Afrique ont travaillé dans un système intégré avec des composantes interdépendantes, devra être mis à contribution dans la mise en œuvre de toutes autres initiatives statistiques à l'échelle sous-régionale ou régionale.

5.2 PERSPECTIVES D'AVENIR

La Banque a pris l'engagement d'estimer et de publier les PPA sur une base annuelle de 2006 jusqu'à la prochaine phase du PCI en 2011. La majorité des pays participant au cycle 2005 du PCI-Afrique ont, par ailleurs, collecté des données durant le premier semestre de 2006. Les estimations des PPA de 2006 peuvent se faire en extrapolant celles de 2005 avec un modèle ou en utilisant les données du premier semestre de 2006 après avoir utilisé les IPC pour les rajuster et les mettre sur une base annuelle. Les PPA de 2007 et 2008 seront estimées en utilisant un modèle pour extrapoler les résultats antérieurs. Avant la prochaine phase du PCI-Afrique en 2011, la BAD compte mettre à profit la synergie créée entre les processus de collecte de données du PCI-Afrique et de l'IPC pour estimer et publier les PPA pour les années 2009 et 2010 sur la base d'une liste de produits et d'une couverture réduites. La liste de produits de 2005 sera réduite et les prix des produits seront relevés dans les capitales (et dans une ou deux autres grandes villes) seulement. La réduction de la liste des produits sera faite sur la base d'une étude et les données de 2005 seront utilisées pour

calibrer les prix moyens de la capitale pour les amener au niveau national.

La détermination des pondérations a été faite par tous les pays qui ont participé à la mise en œuvre du PCI-Afrique sous la supervision et la coordination de la Banque. Cela a nécessité la compilation des estimations du PIB et ses agrégats principaux ainsi que leur décomposition en catégories de dépenses détaillées. Les informations pertinentes pour la période 2003-2006 ont été données à la Banque par la majorité des 48 pays qui ont participé à la phase 2005 du PCI. Les estimations provisionnelles de 2007 ont été fournies et les données de 2008 et 2009 seront traitées respectivement en 2008-2010 et en 2010-2011.

